

"A Madagascar, l'armée pourrait prendre provisoirement le pouvoir"

lepoint.fr du 16/03/09

Analyse de Ph. Hugon Directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris).



Madagascar s'enfonce dans une crise politique qui oppose le jeune maire élu d'Antananarivo, Andry Rajoelina, au président Marc Ravalomanana. Des violences ont émaillé le conflit entre les deux hommes, et engendré la mort d'une centaine de personnes depuis le 26 janvier. Alors que l'escalade de violence entre les deux camps rivaux continue et que les diplomates tentent de résoudre la crise, lepoint.fr a recueilli l'analyse de Philippe Hugon,

lepoint.fr : Comment expliquer la crise qui fait rage à Madagascar ?

Philippe Hugon : Le régime du président malgache Marc Ravalomanana est largement déconsidéré aujourd'hui. Plusieurs éléments symboliques sont apparus et ont suscité un fort mécontentement au sein de la population malgache. 1,3 million d'hectares de terres ont été confiés en concession à une société sud-coréenne alors qu'à Madagascar, la terre des ancêtres est considérée comme sacrée. D'autre part, il y a une confusion entre les affaires publiques et les affaires privées du chef de l'État. Des fonds publics ont notamment été utilisés pour des achats personnels d'avion. Sur la Grande Île, on appelle Ravalomanana le "Berlusconi de l'océan Indien". Autre raison de la colère : le niveau de pauvreté a continué d'augmenter, alors que l'île est déjà l'un des pays les plus pauvres du monde. Le président a, c'est vrai, favorisé un certain dynamisme économique, mais la population malgache n'en bénéficie pas. 70 % de la population vit avec moins de 1 dollar par jour.

lepoint.fr : Lundi, le chef de l'opposition malgache, Andry Rajoelina, a demandé aux "forces de l'ordre" d'arrêter le président Marc Ravalomanana. Que pensez-vous de ce nouveau coup de force ?

P. H. : Je ne pense pas qu'il pourrait y avoir une arrestation du président malgache. Nous sommes toujours dans le "coup d'État verbal" de la part de Rajoelina. C'est une déclaration de plus qui est une réponse à la proposition du président malgache d'organiser un référendum pour sortir de la crise politique. Rajoelina bénéficie du soutien d'une partie de la population d'Antananarivo, et il y a en effet une certaine lassitude vis-à-vis du pouvoir du président malgache en place. Mais il n'a aucune légitimité : il n'est pas issu des urnes. Sans compter qu'il ne peut même pas devenir chef de l'État puisque la Constitution impose un âge minimum fixé à 40 ans, et il en a 6 de moins.

lepoint.fr : Quelles sont les issues possibles au conflit ?

P. H. : Deux issues - l'une civile, l'autre militaire - sont possibles. Un président de l'Assemblée nationale qui deviendrait chef d'État intérimaire semble être pour le moment la solution la plus acceptable pour les protagonistes du conflit. En revanche, si la situation s'enlise, l'armée pourrait intervenir et prendre le pouvoir provisoirement, pour remettre de l'ordre.

lepoint.fr : L'armée malgache a réalisé un coup d'éclat la semaine dernière en remplaçant son chef d'état-major, mais sans proposer de solution pour sortir de la crise. Quelle est sa position et quel rôle joue-t-elle ?

P. H. : Le chef des armées qui a été démis de ses fonctions était un proche du président malgache. Désormais, en dehors des mercenaires, Ravalomanana ne dispose plus de l'appui de l'armée. Cette dernière est donc dans une position de neutralité et d'attentisme. Elle ne soutient plus le chef de l'État - lequel se trouve donc dans une grande faiblesse - et elle n'est pas non plus ralliée clairement à Rajoelina.

Ce qui est sûr, c'est qu'elle ne veut plus tirer sur le peuple malgache qui descend dans la rue pour manifester.

L'armée attend encore que la solution vienne des médiateurs du conflit et des hommes politiques. Néanmoins, elle se montre de plus en plus impatiente, et fait pression pour que la situation ne s'enlise pas trop. Traditionnellement, l'armée est plutôt loyaliste et républicaine. Elle n'est intervenue historiquement que lorsque les hommes politiques n'ont pas réussi à résoudre les crises.

lepoint.fr : Quelle est la position de la France dans la crise ?

P. H. : Je ne suis pas certain que Paris soutienne directement Rajoelina, mais c'est évident que la France n'est pas indifférente à sa cause. La France a fait deux signes à cet égard. La semaine dernière, le maire déchu de la capitale a trouvé refuge quelques jours à l'ambassade de France, sous la pression de l'ONU. Et mi-février, le secrétaire d'État français à la coopération Alain Joyandet s'est déplacé en personne sur la Grande Île et y a rencontré le président et le maire déchu de la capitale. Sans compter que Rajoelina a des liens avec le clan Ratsiraka. Or, la France a longtemps soutenu l'ancien président Didier Ratsiraka (1997-2002) contre Ravalomanana. Cela donne une image plutôt négative de la France à Madagascar. Néanmoins, je ne pense pas pour autant qu'il y ait de sentiment anti-Français sur l'île.